

Nos besoins en terres rares nous mettent en position de soumission vis-à-vis de la Chine

Le 15 août, quatre mois après avoir sévèrement restreint ses exportations de terres rares, Pékin a lancé un avertissement aux entreprises étrangères: la Chine ne les autorisera pas à lui acheter de larges quantités de terres rares pour accumuler des stocks importants. Pékin entend garder ainsi un contrôle strict de ses exportations. De fait, la Chine délivre les autorisations d'exportation au compte-gouttes: en juin, la moitié des demandes étrangères a été refusée.

L'objectif est clair et assumé: en limitant la capacité de ses clients à constituer des réserves de terres rares, Pékin veut maximiser le levier géopolitique qu'offre son quasi-monopole. Traçabilité minutieuse des clients, maîtrise des licences d'exportation, et interdictions ciblées: l'arsenalisation est subtile, mais efficace. En avril, Pékin avait brutalement resserré le robinet des exportations de terres rares, en réaction aux droits de douane de Trump. La secousse avait été immédiate: le constructeur américain Ford avait été contraint de suspendre la production dans plusieurs usines en mai, créant une onde de choc parmi les dirigeants d'entreprise et responsables politiques. Cette pratique n'est pas nouvelle: déjà, en 2010, Pékin avait suspendu ses exportations de terres rares vers le Japon.

Position ultra-dominante

De fait, la Chine dispose d'une position ultra-dominante: elle contrôle environ 70% des mines de terres rares et assure près de 90% du raffinage. Surtout, Pékin contrôle 90% de la production d'aimants aux terres rares, qui sont indispensables aux moteurs électriques, aux drones, aux éoliennes, aux radars, aux missiles ou encore aux disques durs. Plus largement, ces aimants sont essentiels à de nombreux secteurs de pointe (électrotechnique, mécanique, armement...).

Or, l'Europe importe 98% de ce type d'aimants de Chine.

La dépendance occidentale aux terres rares et aimants chinois n'est pas qu'une vulnérabilité industrielle critique; il s'agit d'une vassalisation économique et diplomatique *de facto* vis-à-vis de la Chine. Avec cette épée de Damoclès qui pèse sur leur économie, les Occidentaux ont-ils vraiment les moyens de soutenir Taïwan face à la menace chinoise?

Pékin détient ainsi le pouvoir de bloquer des pans entiers de l'économie. Ses restrictions d'exportation peuvent mettre à l'arrêt des usines dans des secteurs systémiques, où l'interruption de production coûte cher: automobile, aéronautique, défense, chimie... Concrètement, cela signifie des lignes de production ajustées au jour le jour; une incertitude élevée pour les entrepreneurs; des retards de livraison sur des programmes civils et militaires. Une pénurie prolongée pourrait même provoquer un

Il est crucial d'appréhender la création de chaînes de transformation des terres rares à l'échelle de l'UE, afin de favoriser des achats groupés à forte volumétrie, des normes communes et le financement de projets transfrontaliers.

choc d'offre négatif majeur, entraînant l'ensemble de l'économie dans une crise inflationniste.

Dès lors, que faire?

Un enjeu de sécurité

D'abord, il convient de considérer les terres rares comme un enjeu de sécurité nationale. Cela suppose de constituer des stocks stratégiques ciblés pour la défense et pour les maillons critiques de la chaîne de transformation des terres rares (poudres, alliages, aimants...), avec des règles claires de rotation des inventaires pour éviter l'obsolescence ou l'oxydation.

De plus, il est indispensable de sécuriser des contrats d'approvisionnement de long terme auprès d'alliés fiables, comme l'Australie, qui détient 4% des réserves mondiales de terres rares, ou encore le Canada, qui dis-



poppe LS

Les opinions qui paraissent dans les pages Débats sont des contributions externes, qui n'engagent pas la rédaction.